



**Economic and Social  
Council**

Distr.  
RESTRICTED

ECE/TRANS/WP.30/AC.2/2007/  
Informal document No. 5  
26 January 2007

FRENCH AND RUSSIAN  
FRENCH AND RUSSIAN  
ONLY

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

Comite de Gestion de la Convention TIR de 1975

Quarante-troisième session  
Genève, 1 février 2007

Сорок третья сессия  
Женева, 1 февраля 2007 г.

Allocution d'ouverture du Secrétaire exécutif de la CEE-ONU  
prononcée lors du Comité de gestion (AC.2),  
42<sup>e</sup> session, le 28 septembre 2006

Вступительное слово Исполнительного секретаря ЕЭК ООН на 42-й сессии  
Административного Комитета (АС.2), 28 сентября 2006 г.

M. le Président, Mesdames et Messieurs les représentants,

C'est avec un grand plaisir que je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue à cette 42<sup>e</sup> session du Comité de gestion de la Convention TIR et que, pour la première fois, je m'adresse à ce Comité en ma qualité de Secrétaire exécutif.

Soyez sûrs que même avant de venir à la CEE-ONU, j'étais déjà conscient de l'importance de la Convention TIR. Non seulement j'ai eu l'occasion d'entendre parler de cette Convention dans le cadre de mes précédentes fonctions, mais j'avais aussi remarqué, comme tout autre citoyen européen, la plaque bleue TIR à l'arrière de nombreux camions sur les routes européennes.

Maintenant que je suis à la CEE-ONU, je sais aussi que la Convention TIR est l'une des Conventions phares de la CEE-ONU, et un outil majeur pour la facilitation du commerce et du transport international à l'échelle paneuropéenne et, de plus en plus, au delà.

En tant que Secrétaire exécutif de la CEE-ONU, je suis heureux et fier que les Parties contractantes à la Convention aient confié au secrétariat de la CEE-ONU, le rôle de fournir les services de secrétariat au Comité de gestion de celle-ci.

Ainsi, nous considérons qu'il est de notre rôle de remplir les mandats des Parties contractantes et de **garantir une mise en œuvre de la Convention appropriée et dans de bonnes conditions, en étroite coopération et en partenariat efficace avec tous les intéressés, du secteur public et du secteur privé.**

Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé offrent parfois des défis, chaque parti ayant un point de vue différent. Cela n'est pas surprenant. Il s'agit de deux cultures différentes et nous devons comprendre que le secteur public et le secteur privé suivent des objectifs divergents. Pour qu'un partenariat fonctionne bien, il est très important que chaque partie respecte les intérêts et les objectifs de l'autre.

Comme tout le monde dans cette pièce le sait, les partenaires privés de cette Convention, l'IRU et ses associations, ont récemment soulevé un certain nombre de préoccupations concernant le fonctionnement du partenariat entre le secteur public et le secteur privé, et l'engagement des partenaires publics dans celui-ci.

Je souhaite exprimer clairement le fait que le secrétariat de la CEE-ONU est entièrement dédié au bon fonctionnement de la Convention TIR et travaille pour un PPP équitable avec tous les partenaires, que j'invite également à travailler de concert, afin de garantir une mise en œuvre de la Convention dans de bonnes conditions.

Il est important de tenir compte du contexte dans lequel ce partenariat a lieu. Vous êtes tous conscients que dans tous les secteurs d'activité économique, nous assistons à des appels à une plus grande transparence et à une obligation accrue de rendre des comptes. L'ONU ne fait pas exception à la règle.

Pour la CEE-ONU, ces développements se sont traduits par les récents audits du Comité des commissaires aux comptes (BOA) de l'ONU et du Bureau des services de contrôle interne (OIOS). De plus, les Etats membres de la CEE-ONU ont récemment entrepris de réformer la CEE-ONU, et ont adopté un plan de travail à cet égard. A la fois les audits et le Plan de travail contiennent un certain nombre de recommandations ou de mandats relatifs à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes, que le secrétariat de la CEE-ONU doit respecter.

Concernant la Convention TIR, aussi bien la réforme que les audits ont souligné un besoin de plus grande transparence dans la gestion financière du système TIR, en particulier en ce qui concerne le financement de la Commission de contrôle TIR (TIRExB) et du secrétariat TIR. En outre, les Parties contractantes à la Convention et les Etats membres de la CEE-ONU ont exprimé le souhait que la procédure TIR soit informatisée, afin que les pays puissent avoir de meilleurs mécanismes de contrôle de la mise en application de la Convention, un élément de plus à la tendance générale visant une plus grande transparence.

Ni les partenaires publics ni les partenaires privés du système TIR ne doivent voir ces demandes de transparence et de comptes rendus comme une critique de leur travail ou comme mettant en péril leur implication. Au contraire, ces développements devraient être accueillis comme l'expression d'un engagement croissant de la part des Etats membres et des Parties contractantes, visant à garantir le bon fonctionnement et la viabilité de la Convention TIR.

En même temps, ces demandes soulignent le besoin d'adapter la gestion et les procédures de la Convention TIR aux nouvelles prescriptions.

Comme je l'ai mentionné, un certain nombre de préoccupations ont été exprimées par l'IRU et ses associations membres au sujet du fonctionnement du système TIR. J'ai cru comprendre que les institutions financières et les assureurs garantissant le système TIR ont également des inquiétudes.

Le secrétariat de la CEE-ONU prend ces préoccupations très au sérieux et a pour objectif d'en discuter avec tous les partenaires, y compris les Parties contractantes, en vue de trouver des solutions viables et équitables dans un esprit de transparence et de coopération.

C'est dans cet objectif que nous avons fait des propositions concrètes abordant l'une des préoccupations concrètes de l'IRU, à savoir le financement du fonctionnement de la TIRExB et du secrétariat TIR. Je crois que cette proposition peut non seulement être mise en œuvre facilement à court terme, mais aussi qu'elle apporte à l'IRU une solution permettant de répondre aux demandes

des auditeurs. J'espère que vous examinerez cette proposition sérieusement, comme une proposition qui vise à répondre à différentes préoccupations et à concilier les divergences d'opinion.

Dans ce contexte, le secrétariat de la CEE-ONU a pour objectif de revoir, à partir du budget de l'année 2008, le budget de fonctionnement de la TIRExB et du secrétariat TIR conformément aux principes de budget par activité, tels que recommandés par l'OIOS, et aussi d'adapter le budget en conformité avec le mécanisme de financement proposé, pour qu'il n'inclue que les fonds considérés comme nécessaires pour assurer le fonctionnement de la TIRExB et du secrétariat TIR.

A propos de l'informatisation de la procédure TIR, je tiens à assurer à tous les partenaires que le secrétariat de la CEE-ONU travaillera en vue de parvenir à un niveau approprié de connectivité entre les systèmes informatiques actuels liés au TIR et la future procédure TIR informatisée, au centre de laquelle on trouvera le système eTIR qui reliera les systèmes informatiques douaniers actuels et futurs.

Je souhaiterais aussi vous communiquer – en fait je suis heureux de vous communiquer, que le rapport de l'OIOS clarifie un certain nombre de passages du rapport du Comité des commissaires aux comptes, et conclue qu'il peut s'appuyer sur l'attestation de KPMG confirmant que « l'entreprise a vérifié le nombre de carnets TIR émis par l'IRU à ses associations nationales, la somme réunie pour chaque carnet TIR distribué et le montant avancé par l'IRU à la CEE-ONU pour financer la TIRExB et le secrétariat TIR durant la période 1999-2004 ». Selon le rapport de l'OIOS, un surplus a été payé par l'IRU à la CEE-ONU pour les raisons expliquées au paragraphe 14 du rapport. Je crois que cela devrait dissiper les inquiétudes de l'IRU à cet égard.

M. le Président, permettez-moi de réitérer le fait que le secrétariat de la CEE-ONU va travailler de concert avec tous les partenaires du système TIR en vue d'assurer le maintien du succès de la Convention TIR pour de nombreuses années à venir.

Je souhaite plein succès à vos délibérations et vous remercie de votre attention.

\* \* \*

Г-н Председатель, уважаемые делегаты,

Рад приветствовать Вас на 42-й сессии Административного комитета МДП и впервые обратиться к Комитету в качестве Исполнительного секретаря ЕЭК ООН.

Смею Вас заверить, что еще до прихода в ЕЭК ООН я знал о важности Конвенции МДП. Я не только слышал о ней в связи с исполнением своих предыдущих обязанностей, но и, как любой другой житель Европы, обращал внимание на голубые таблички TIR, прикрепленные сзади многих грузовиков на европейских дорогах.

Сейчас, уже работая в ЕЭК ООН, я также знаю, что Конвенция МДП является одной из ведущих конвенций ЕЭК ООН и важнейшим инструментом для упрощения международной торговли и перевозок на панъевропейском уровне и все больше и больше за пределами Европы.

Являясь Исполнительным секретарем ЕЭК ООН, я рад и горжусь тем, что Договаривающиеся стороны Конвенции доверили секретариату ЕЭК ООН функции по обеспечению ее Административного комитета услугами секретариата.

По существу, мы считаем, что нашей задачей является **выполнение поручений Договаривающихся сторон и обеспечение четкого и беспрепятственного применения Конвенции в тесном сотрудничестве и эффективном партнерстве со всеми участниками как из государственного, так и из частного сектора.**

Партнерство государственного и частного секторов (ПГЧС) часто становится серьезной проблемой, где стороны имеют разные мнения. Это неудивительно. Мы имеем дело с двумя разными культурами и должны понимать, что государственный и частный секторы преследуют разные цели. Для хорошо налаженного партнерства очень важно, чтобы каждая сторона уважительно относилась к интересам и целям другой стороны.

Как известно любому в этом зале, представители частного сектора Конвенции МДП, МСАТ и его ассоциации, в последнее время неоднократно выражали беспокойство функционированием партнерства государственного и частного секторов и приверженностью представителей государственного сектора этому партнерству.

Я хочу однозначно заявить о том, что секретариат ЕЭК ООН полностью привержен

хорошо функционирующей Конвенции МДП и для достижения хорошо сбалансированного ПГЧС и работает со всеми партнерами, которых я также приглашаю к сотрудничеству с целью обеспечения бесперебойного применения Конвенции МДП.

Важно рассмотреть контекст, в котором происходит такое сотрудничество. Все вы знаете о том, что во всех сферах экономической деятельности мы являемся свидетелями призывов к прозрачности и ответственности. ООН не является исключением.

Для ЕЭК ООН это выразилось в недавно состоявшихся ревизиях, проведенных Комиссией ревизоров ООН и Управлением служб внутреннего надзора (УСВН) ООН. Кроме того, страны-члены ЕЭК ООН провели недавно реформу ЕЭК ООН и одобрили соответствующий план работы. И в докладах ревизоров и в плане работы содержатся рекомендации или поручения относительно прозрачности и подотчетности, которые ЕЭК ООН должна выполнять.

Что касается Конвенции МДП, реформа и проверки указали на необходимость большей прозрачности в управлении финансами системы МДП, в частности, в отношении финансирования ИСМДП и секретариата МДП. Кроме того, Договаривающиеся стороны Конвенции МДП и государства-члены ЕЭК ООН выразили пожелание компьютеризировать процедуру МДП, чтобы страны получили усовершенствованные механизмы контроля за применением Конвенции, что станет еще одним элементом на пути повышения ответственности.

Ни государственные, ни частные партнеры в системе МДП не должны воспринимать требования о прозрачности и подотчетности как критику их деятельности или как угрозу их участию в системе. Наоборот, они должны приветствоваться как свидетельство возросших обязательств государств-членов и Договаривающихся сторон по обеспечению хорошо функционирующей и устойчивой Конвенции МДП.

Вместе с тем, данные требования указывают на необходимость того, чтобы управление и процедуры Конвенции МДП адаптировались к новым условиям.

Как я уже говорил, МСАТ и его ассоциации неоднократно выражали обеспокоенность функционированием системы МДП. Как я также понимаю, подобную обеспокоенность выражают и финансовые институты и страховые компании, поддерживающие систему МДП.

Секретариат ЕЭК ООН очень серьезно относится к этой обеспокоенности и готов к ее обсуждению со всеми партнерами, включая Договаривающиеся стороны, для поиска жизнеспособных и сбалансированных решений в духе транспарентности и сотрудничества.

Именно поэтому мы выдвинули конкретные предложения по одной из проблем, поднятых МСАТ, а именно в отношении финансирования деятельности ИСМДП и секретариата МДП. Полагаю, что данное предложение не только может быть осуществлено в сжатые сроки, но и является решением, позволяющим МСАТ выполнить требования ревизоров. Надеюсь, что Вы серьезно рассмотрите данное предложение, поскольку оно призвано решить различные проблемы и преодолеть разногласия во мнениях.

В этой связи секретариат ЕЭК ООН готов с 2008 финансового года пересмотреть бюджет ИСМДП и секретариата МДП на основе принципов формирования бюджета исходя из объема деятельности, как рекомендовано УСВН, и также привести бюджет в соответствие с предложенным механизмом финансирования путем включения только планируемых средств, необходимых для функционирования ИСМДП и секретариата МДП.

Что касается компьютеризации процедуры МДП, хотел бы заверить всех партнеров в том, что секретариат ЕЭК ООН будет работать в направлении достижения соответствующего уровня взаимосвязи между существующими информационными системами МДП и будущей компьютеризированной системой МДП, ядром которой будет система eTIR, связывающая существующие и будущие информационные таможенные системы.

Я также хотел бы сообщить Вам – и я рад это сделать - о том, что доклад УСВН проясняет ряд заявлений, сделанных в докладе Комиссии ревизоров, и делает вывод о том, что можно доверять сертификату компании КРМГ, подтверждающему, что «компания проверила количество книжек МДП, выданных МСАТ своим национальным ассоциациям, сумму, собранную с каждой выданной книжки МДП и сумму, которую МСАТ выплатил авансом ЕЭК ООН на финансирование ИСМДП и секретариата МДП в 1999-2004 гг.» Согласно докладу УСВН, МСАТ выплатил ЕЭК ООН излишнюю сумму по причинам, изложенным в пункте 14 доклада. Уверен, что это рассеет беспокойство МСАТ в данной связи.

Г-н председатель, разрешите мне повторить, что секретариат ЕЭК ООН будет работать со всеми партнерами в рамках системы МДП для того, чтобы система МДП долгие годы продолжала успешно функционировать.

Желаю больших успехов в Вашей работе и благодарю Вас за внимание.

-----